

La démocratisation du second degré

Une notion incertaine (Isambert-Jamati), un néologisme qui apparaît en 1919 (A. Prost).

1- Deux interprétations vont schématiquement longtemps s'opposer :

- l'idéal républicain d'élites plus nombreuses sélectionnées par le mérite dans un vivier élargi aux couches populaires, tout en élevant le niveau général d'instruction de la nation. C'est grosso modo la philosophie qui inspira « l'Ecole unique » et le syndicalisme confédéré avant guerre puis le SNES et le SNET jusque dans les années 1960.

- la démocratisation par l'école n'est qu'une illusion tant que la révolution n'aura pas permis d'accéder au socialisme car la fonction de l'école dans la société capitaliste est de sélectionner des élites pour reproduire le même mode de domination. C'est la vision défendue par la Fédération unitaire avant guerre et encore par l'Ecole émancipée jusque dans les années 1970.

La frontière ne fut cependant pas toujours nette entre ces deux approches. La « réforme démocratique de l'enseignement » connue sous le nom de Plan Langevin-Wallon (1947) le montre. Cette réforme se propose en effet de réaliser les promesses des idéaux républicains en se fondant sur la notion d'aptitudes à détecter et à développer mais en même temps elle s'inscrit dans une démarche visant à transformer profondément les rapports sociaux dans une « société nouvelle démocratique », en formant « l'homme, le citoyen et le travailleur ». Mais ce plan ne connut aucune application.

2- Démocratisation et « explosion scolaire » dans les années 1960-70

Dans les années 1960, au début de « l'explosion scolaire » des effectifs du 2nd degré, le débat réémerge quand les démographes et sociologues démontrent que la « démographisation » n'a pas permis de démocratiser réellement l'école. C'est à ce moment que le SNES et le SNET redécouvrent le Plan Langevin-Wallon.

Les statuts du nouveau SNES (1966) précisent nettement le but de « véritable démocratisation de l'Education nationale » sans oublier la référence au syndicalisme révolutionnaire: « le but final du syndicat est l'émancipation qui ne peut être obtenue que par l'expropriation capitaliste ». L'enseignement technique est à égalité avec l'enseignement classique et moderne ce qui est affirmé dans le sigle même du syndicat.

Le débat connaît une phase aiguë en 1968 et surtout dans les années suivantes (Bourdieu et Passeron, Baudelot et Establet, Reich, Illich...). Il tourne autour de la déscolarisation, oppose éducation à enseignement, pédagogie et moyens, dons et aptitudes à orientation positive...

Il est tranché définitivement sur le fond par le SNES à son congrès de Poitiers en 1972. Cette analyse constitue en effet la trame de base de la philosophie du SNES actuel :

« L'école institutionnalisée, dont la fonction objective est, à travers les contradictions et les limites imposées par la division de la société en classes antagonistes, la formation de la force de travail et la transmission du savoir, est nécessaire à la formation de l'homme social et à l'épanouissement de chaque personnalité. Vouloir en priver les travailleurs, c'est en fait les livrer à une exploitation renforcée. (...) »

L'école doit assurer à tous les élèves le niveau de formation le plus élevé dans l'acquisition de connaissances, permettre à tous d'obtenir une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme de l'Education nationale, et de poursuivre ultérieurement leur formation culturelle et leur formation de travailleurs et de citoyens libres et responsables. (...)

Les établissements scolaires sont d'abord des lieux d'enseignement.(...) L'enseignement consiste à acquérir des connaissances théoriques et pratiques, des méthodes, et à préparer des esprits aptes à assimiler ultérieurement des connaissances nouvelles ; il a par définition un contenu scientifique. Il doit en même temps amener l'adolescent à réfléchir sur les connaissances qu'il a acquises, à les maîtriser, à les coordonner, à en faire une analyse critique, à apprendre à les utiliser. C'est dans cette formation de l'intelligence et du sens critique que réside la fonction éducative de l'enseignement.»

A la même époque les partis de gauche, le SNI, le CNAL puis la FEN se dotent eux-mêmes de programmes de réforme démocratique du système éducatif.

3- Le projet d' « Ecole progressive » du SNES des années 1970-80

Le centre de gravité du système éducatif a basculé du premier au second degré. La prolongation de la scolarité obligatoire à 16 ans en 1959 entérine ce fait historique. La démocratisation des enseignements de second degré est en quelque sorte une boussole pour le projet d'Ecole progressive du SNES qui prend forme dans les années 1970 (notamment sous l'impulsion de Jean Petite) en insistant sur l'unité d'intérêts personnels-parents-élèves-travailleurs.

Il affirme que le second degré est une « idée neuve » (pour se distinguer de l'enseignement secondaire élitiste). La démocratisation ne signifie plus élargir le vivier des élites mais porter au plus haut niveau les possibilités de chacun. Cela passe par la prolongation de la scolarité obligatoire à 18 ans. Et donc la continuité entre collège et lycée. Le collège ne peut pas être une fin (contrairement à « l'Ecole fondamentale » du SNI)

Le projet du SNES s'inspire du Plan Langevin-Wallon mais c'est un guide plutôt qu'un modèle contraignant. Il trace les structures idéales de l'orientation progressive sans filière ségrégative. Le véritable choix s'opère après la seconde commune d'orientation. Il faut donc lutter contre l'échec et les retards scolaires, mettre en place des structures et des moyens de soutien et de rattrapage pour permettre à chacun de revenir dans le cursus normal (cf- le film d'animation de 1974-75 avec les bouchons) et non s'adapter à la « ligne de pente » de l'élève (cf. Ecole fondamentale du SNI).

Cette vision théorique, voire idéologique, cherche pourtant à ne pas se couper des pratiques et met l'accent sur l'expérimentation, y compris celle faite dans des classes. Commence à se construire une réflexion à partir des disciplines et de leur complémentarité en mettant l'accent sur la promotion des enseignements technologiques et artistiques.

On insiste fortement dans le même temps sur « le temps et les moyens d'enseigner » (effectifs des classes et des groupes) ce qui permet de mettre en cohérence avec la nécessité de la revalorisation du métier, mais la fin des 30 Glorieuses rend plus difficile l'augmentation des moyens qui a été réelle après 68.

4- Qu'est ce que « l'école de la réussite pour tous » ?

Dans les années 1980, à trop insister sur la lutte contre l'échec, le but risque de ne pas être atteint. Le SNES s'exprime différemment: l'Ecole n'a pas vocation à produire de l'échec mais de la réussite, la réussite pour tous. Il faut combattre une double affirmation:

- la massification est créatrice de la baisse du niveau général,
- il faut donc réduire les ambitions du collège et permettre aux meilleurs d'aller plus loin grâce aux options et aux séries du second cycle.

Le SNES combat cette conception de « l'égalité des chances » et le retour à des formes de sélection ; la démocratisation ne doit pas signifier baisse de la qualité, pas de smic éducatif comme objectif du collège unique (réforme Haby) mais « un enseignement de qualité pour tous ».

Mais après 1981, l'approche du SNES est moins idéologique, plus pragmatique; plusieurs nouveautés importantes s'appuyant sur des notions en vogue:

- la « diversification » au lycée (et même au collège) se substitue au soutien et rattrapage pour permettre à chaque élève de se réaliser et d'obtenir un diplôme qualifiant (la qualification un objectif premier au lieu de former le travailleur)
- La « rénovation » des méthodes au collège mais débats internes au moment des propositions de la commission Legrand et plus tard accent mis sur « l'accompagnement personnalisé ».
- L'approche du métier par le biais disciplinaire se renforce (contenus et pratiques)
- « l'investissement éducatif » pour justifier la demande de moyens
- 80% d'une classe d'âge au niveau bac (mais le SNES s'oppose d'abord au bac professionnel)

Et bien sûr tout cela ne peut s'accomplir sans moyens, notamment avec des maîtres plus nombreux, mieux formés, mieux payés, aux conditions de travail améliorées.

Evolution du % d'une classe d'âge obtenant le baccalauréat (le lycée est en panne à partir de 1994)

